

*Les crédits*

nement fédéral ne cesse de rouler l'Ontario; les chiffres le prouvent.

La province représente en effet 43 p. 100 des recettes fiscales nationales, mais n'obtient que 30 p. 100 des dépenses gouvernementales. Le gouvernement fédéral finance 50 p. 100 de l'aide sociale dans d'autres provinces, mais la proportion n'est que de 29 p. 100 en Ontario, même si la province compte plus d'un million d'assistés sociaux. La contribution fédérale aux soins de santé et à l'enseignement postsecondaire n'est plus que de 31 p. 100, comparativement à 52 p. 100 il y a trois ans. L'Ontario a également été l'une des provinces les plus durement touchées par la politique économique du gouvernement fédéral. Le secteur manufacturier a vu 80 p. 100 de ses emplois disparaître au cours de cette récession.

La motion dont nous sommes saisis demande que la Chambre condamne le gouvernement. Cependant, j'ai l'impression que les Canadiens en ont assez des politiciens et des partis politiques qui n'arrêtent pas de se condamner les uns les autres pour leurs actions, ou leur inaction. À mon avis, au lieu de nous condamner mutuellement et de nous critiquer sévèrement les uns les autres, nous ferions mieux d'unir nos efforts et d'essayer ensemble de tirer le pays de la grave récession, pour ne pas dire dépression, dans laquelle il se trouve.

On va peut-être me reprocher de me disperser, mais je voulais mettre le doigt sur certaines mesures prises par le gouvernement dont on n'a pas parlé depuis longtemps.

• (1650)

Je veux parler du projet Hibernia, que nous avons appuyé mais qui est peu judicieux de la façon dont le gouvernement l'a mené. Le contenu canadien de ce mégaprojet de 5,2 milliards de dollars n'a pas été garanti. Le Canada est probablement l'un des rares pays du monde à concevoir un mégaprojet comme celui-ci sans garantir la participation du Canada.

Il y a environ un an et demi, la société Algoma Steel, dans ma circonscription, avait annoncé qu'elle était exclue de tous les contrats pour la fourniture d'acier destiné au projet Hibernia; que c'était une firme coréenne qui s'était vu adjudger les contrats en question; et que, selon elle, il ne faisait aucun doute que les Coréens étaient en train de casser les prix de l'acier sur le marché canadien.

Algoma Steel a des problèmes. Je suis allé à St. John's pour demander des explications. On m'a alors fait savoir que le contenu canadien serait respecté, qu'il allait être de 65 à 70 p. 100. Le ministre de l'époque m'a dit de ne

pas m'inquiéter, que le contenu canadien allait être respecté.

Il se trouve que le gouvernement a revu le rôle que jouerait le Canada dans le projet Hibernia. Il y a six mois, divers fabricants canadiens, notamment MIL Davie de Québec, ont fait savoir que non seulement ils ne pouvaient pas participer au projet, mais qu'ils ne pouvaient même pas soumissionner. Ils étaient complètement exclus du marché.

En ce qui concerne Algoma Steel, la situation n'a jamais été réglée à notre satisfaction. Nous aurions pu porter plainte pour dumping. Malheureusement, c'est cher et nous n'avions ni le temps ni les moyens de le faire.

Nous avons fini par nous rendre compte que la cible en ce qui concernait le contenu canadien, ce n'était qu'un objectif. Ce n'était pas écrit dans le contrat. C'était une cible. Plus le temps passait, plus le contenu canadien diminuait, de 65-75 p. 100 à 55-60 p. 100.

Il y a seulement deux semaines que le ministre a admis s'être laissé avoir en ce qui concerne les contrats passés dans le cadre du projet Hibernia. Il a admis qu'il n'avait pas réussi à obtenir que le principal consortium du pétrole permette aux entreprises canadiennes de présenter des soumissions dans le cadre du projet Hibernia. Il s'agit d'un mégaprojet canadien, et nous n'avons même pas réussi à négocier pour garantir un contenu canadien suffisant. Voilà une politique peu judicieuse.

Le ministre qui a pris la parole avant moi a parlé des prochaines élections. Il a dit que l'enjeu de ces élections ne sera pas les grandes structures ni les accords de libre-échange. Ce ne sera pas l'ALENA, parce que les éléments de base de cet accord sont déjà en place. La lutte se fera au niveau des localités, des quartiers et des ménages. Je suis d'accord avec lui sur ce point.

Il est évidemment inacceptable de dire que les structures n'auront aucune importance. Si la structure au-dessus de nous est défectueuse, nous devons accepter le fait que la structure qui est au-dessous de cette structure est également défectueuse et s'effondrera.

Certains des ministériels que j'ai écoutés cet après-midi ont beaucoup parlé des accords commerciaux, du succès du libre-échange et du futur succès de l'ALENA.

Je soupçonne ces gens de ne pas être sortis d'Ottawa. S'ils sont allés au Mexique, ils ont passé trop de temps dans les lieux de villégiature. Ils n'ont pas vu la réalité des maquiladoras du Mexique. Ils n'ont pas vu l'exploitation des travailleurs mexicains.